

## **Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Hors Délégation**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

#### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Séverine SCUDIER, Patrick VIGNAL

## **Vœu relatif à l'annonce de la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers extracommunautaires**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A l'occasion des Rencontres Universitaires de la Francophonie, Le Gouvernement a confirmé le 19 novembre son intention d'augmenter les droits d'inscription pour les étudiants étrangers extracommunautaires, suite à une note interne diffusée par l'AFP le 12 novembre.

Cette annonce a soulevé une vive inquiétude dans le milieu universitaire où de nombreux acteurs représentatifs des personnels, enseignants et étudiants ont fait part de leurs craintes concernant une rupture de l'égalité des chances d'accès à l'Université, le renforcement de la précarité étudiante et de leur volonté d'une concertation globale sur le financement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en France.

La France, et en particulier Montpellier, a toujours constitué une terre d'accueil très prisée des étudiants étrangers. Ils contribuent à la richesse de notre territoire, à la mixité sociale et au multiculturalisme dans les différents établissements qu'ils fréquentent. Force vive pour Montpellier, Métropole citoyenne du monde, ils contribuent à l'identité et à l'attractivité de notre ville depuis la création de son Université en 1289, en devenant ses ambassadeurs à l'international.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil Municipal d'adopter ce vœu visant à partager l'inquiétude exprimée par la communauté universitaire et demander le retrait de la mesure afin de permettre une concertation globale sur les modalités de financement de l'Enseignement Supérieur et la Recherche ainsi que l'accueil des

étudiants étrangers en France.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27 décembre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20181219-70594-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/12/18  
Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.